

L'orange bleue lave plus blanc et vise les rouges

- Réduction des cabinets, du nombre de voitures de fonction, audit sur le budget et la dette...
- L'équipe Borsus (avec le CDH, qui était aux affaires) vise les prédécesseurs socialistes.

Le coq de Paulus revisité par Bernard Gigounon trône dans l'arrière-salle, ses traits abstraits ont remplacé l'emblème rougeoyant de la Wallonie, ils se détachent vaguement en toile de fond. Tout change. Devant nous, à l'Elysette, la nouvelle équipe est prête. On se donne du « *Merci Willy* », du « *A toi, Alda* ». Après une heure trente d'un premier conseil des ministres sous le signe de l'orange bleue, le gouvernement MR-CDH se présente au complet devant la presse. Willy Borsus au milieu, Alda Greoli, Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Valérie De Bue, Carlo Di Antonio, René Collin. Tous ensemble.

Les bleus répriment une joie intérieure estivalo-politique. On lit dans leurs yeux, et dans leurs commentaires amusés, le bonheur d'avoir bouté les socialistes hors de leur bastion après les avoir grillés au fédéral. Les orange, passés du PS au MR, font un peu les indifférents, genre : quoi, tout continue, tout est normal, on n'a rien fait de mal.

« Il faut vérifier les comptes »

Avant un conseil électronique le 17 août, puis un gouvernement effectif le 24 août, il s'est surtout agi, cette fois, de noircir le tableau rouge. Le PS n'est pas cité, il est la cible. Les impétrants (le CDH ne l'est pas mais fait comme) revendiquent un droit d'inventaire. A les entendre, un devoir s'impose à eux : nettoyer les écuries ! Le message passe : réduction du personnel des cabinets, interdiction d'engager des parents, contrôle des subsides... Entendez : nos prédécesseurs exagéraient ! Sans oublier le charroi : « *Quand on a vu ce qu'il y avait dans le parking, il n'a pas fallu dix minutes pour comprendre que c'était trop, beaucoup trop de voitures, surtout pour certains ministres, je ne citerai pas de noms...* », a glissé Willy Borsus, moqueur. Les centristes-humanistes ne rient pas trop.

Inventaire et soupçon au passage, on continue : Jean-Luc Crucke, ministre du Budget, annonce un audit de la Cour des comptes sur les finances publiques wallonnes. Tous azimuts. De l'administration aux OIP, les organismes d'intérêt publics. Il faut « *objectiver* », réaliser « *un état des lieux* », autrement dit vérifier si les chiffres transmis par Christophe Lacroix (PS) (André Antoine, CDH, avant lui...), responsable du Budget sous Paul Magnette, sont exacts.

Bon sens ou provocation ? Dans l'opposition, le MR, Pierre-Yves Jeholet en tête, avait mis en doute à plusieurs reprises l'authenticité des données. Ministre de l'Economie désormais, il confie : « *Il faut vérifier tout le périmètre budgétaire, la réalité de la dette wallonne, que tout soit clair, les ajustements budgétaires suivront si nécessaire.* »

Un témoin nous expliquera dans l'après-midi : « *Mobiliser la Cour des comptes nécessite de passer par le parlement, donc cela prendra beaucoup de temps, on ne voit pas bien pourquoi ils ne font pas appel à l'Inspection des finances, qui pourrait faire*

l'audit tout de suite. » On verra. Cabinets, voitures, audit : là, l'orange bleue voulait surtout rouler sur les socialistes. Elle est en campagne : après Namur, elle veut leur ravir la Fédération Wallonie-Bruxelles. ■

DAVID COPPI

MESURES

Trois crèches, une aide aux agriculteurs

Alda Greoli (CDH), ministre des Infrastructures de la petite enfance, annonce l'octroi de subventions (plus de 2 millions d'euros) pour la construction de trois crèches (102 places), à Visé, Rouvroy, Ecaussinnes. René Collin (CDH), ministre de l'Agriculture, débloque 6,5 millions d'euros en faveur des agriculteurs en difficulté de trésorerie suite à la dégradation des prix.

LES 10 MESURES WALLONNES DE GOUVERNANCE

Réduction de 10% du personnel de cabinet (de 384 à environ 350)

Interdiction d'engager un parent du ministre au cabinet (jusqu'au 2^e degré)

Obligation pour les fonctionnaires détachés d'occuper le poste au cabinet à temps plein

Réduction du nombre de voitures de fonction jugé « très abondant »

Remplacement progressif des véhicules

diesel
Obligation de disposer d'au moins un véhicule électrique par cabinet

Transparence dans la politique de subsides (sport, économie, recherche...)

Accord ministériel préalable à toute campagne

de communication média des OIP (Organismes d'intérêt public) dépassant 50.000 euros et information au gouvernement si elle dépasse 250.000 euros

Fin du sponsoring par les OIP

Un audit financier de la Région wallonne par la Cour des comptes

Jeholet « Défi doit comprendre »

Benoît Lutgen maintient le plan anti-PS, Olivier Chastel, plus que jamais, les orange en veulent, les libéraux-réformateurs sont remontés : après Namur, l'orange bleue se lance à la conquête du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Dans ces colonnes, jeudi, Carlo Di Antonio (CDH), ministre wallon de l'Environnement et de la Mobilité, appuyait, en substance : il est bien question, expliquait-il, de tenter de composer une majorité alternative au parlement de la Communauté française afin d'évincer les socialistes là aussi. « Nos présidents de partis vont intensifier les contacts », disait-il. En vacances, Olivier

Maingain est sous pression.

Interrogé jeudi à l'issue du premier gouvernement wallon à l'Elysette, Pierre-Yves Jeholet (MR), ministre wallon de l'Économie (il remplace Jean-Claude Marcourt), renchérit : « C'est compliqué de continuer comme ça à la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec un gouvernement PS-CDH. Si cette situation devait perdurer, ce serait une faute politique. » Allô Olivier Maingain ?

Régionaliste affirmé mais « pragmatique » (« Le pouvoir aux Régions, c'est une évolution lente, graduelle, il ne faut pas précipiter les choses »), Pierre-Yves Jeholet s'inquiète à ce stade pour la Communauté française et interpelle l'amarante : « Le pré-

sident de Défi doit prendre ses responsabilités, on ne comprendrait pas. S'il refuse, alors il sera logiquement tenu pour responsable de l'échec de la Communauté française elle-même, qui serait mise en difficulté comme institution en quelque sorte, et on connaît les matières importantes qui sont en jeu, comme l'enseignement. »

Haro sur le PS, suite. Alda Greoli (CDH), ministre de l'Action sociale et de la Santé dans le nouveau gouvernement Borsus, avait jugé, dans la presse, il y a quelques jours, qu'il s'agissait de tourner la page de... « l'assistant » en Wallonie. Elle recadrerait pour nous, jeudi, en ces termes : « J'ai été mal comprise, mon pro-

« Ne pas changer les choses à la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce serait une faute politique » P.-Y. JEHOLET

pos n'était évidemment pas du tout tourné contre celles et ceux qui sont aidés, au contraire je voulais souligner que, politiquement, ma conception, ma philosophie, c'est d'avoir un rapport d'émancipation vis-à-vis des gens, pas un rapport d'assistant, voilà tout. Quant au PS, que je connais bien, il y a en son sein de grands commis de l'État bien sûr, mais je ne partage pas sa façon de voir l'État en termes politiques. » Parole de l'actuelle ministre de la Culture dans le gouvernement Demotte. Ambiance. ■

D.CI

Maingain « Je n'exclus rien »

De toutes parts, du moins du côté CDH et MR, on met la pression sur Défi. Le parti d'Olivier Maingain, claironnent-ils, ne doit pas faire l'erreur de snober l'attelage orange bleu et de rester scotché au PS. Les amarantes doivent, insistent-ils, rejoindre MR et CDH en Communauté française pour changer la gouvernance... sachant que le patron de Défi a mis la barre très haut en la matière.

Mais l'homme est un vieux briscard de la politique. Et il ne s'en laisse pas conter. Certes, il a annoncé qu'à son retour de vacances, vers le 20-22 août, il prendrait une « initiative », ferait « une proposition pour qu'il y ait une solution stable pour finir la législature » en Fédération Wallonie-Bruxelles (où son parti n'est pas au pouvoir). Mais :

« Nous n'avons pas la responsabilité de la crise, nous déclare-t-il. Je ne me sens aucunement responsable de la situation. » Et de renvoyer la balle à ceux qui portent cette responsabilité...

Mais le patron de Défi ne ferme pas la porte : « Je suis prêt à aider à une solution, à chercher des compromis. » Tout en avertissant : « Il faudra faire preuve de beaucoup d'imagination et de bonne volonté pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, à commencer par celui qui a provoqué la crise. Qui devra revoir ses prétentions à la baisse. » Message au CDH...

Mais on sent une ouverture dans les propos de Maingain. Qui admet n'exclure aucune piste : « Je n'ai pas l'obligation de résultat, mais je cherche une solution

convenable pour le plus grand nombre de partis.

Je ne veux pas la paralysie de l'institution. Pour le moment, j'examine toutes les pistes et je n'exclus rien pour le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. » Car pour l'heure, il ne parle que d'elle, pas du gouvernement bruxellois...

Il n'exclut rien, pas même un gouvernement francophone reprenant quasi tous les partis, MR et CDH présents en Wallonie et PS et Défi présents à Bruxelles,

comme évoqué dans *La Libre* ? « A ce stade-ci, je ne sais pas si ce sera avec tout le monde ou une partie des partis, cela dépendra du cahier des charges. » Il ne voit toutefois pas dans l'union francophone une source d'inertie :

« Prenez le pacte d'excellence : il y a peut-être intérêt à faire une union francophone pour qu'on ne le remette pas en question à chaque changement de majorité. Mais il ne faudra peut-être pas une majorité avec tout un programme, juste aller à l'essentiel. »

Voilà pourquoi il n'exclut pas, non plus, que l'union francophone se fasse sur des dossiers, sans que tous les partis n'entrent au gouvernement : « Cela pourrait être ça. J'étudie les différentes possibilités. » Et il conclut par cet avertissement : « Il faut clarifier les scandales dans tous les partis. Des efforts devront être faits au-delà de ce qui a été annoncé. » ■

MARTINE DUBUISSON